

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

LA VISITE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS AU CANADA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je suis convaincu que c'est exactement ce que le Président pense, car il n'a pas tous les jours l'occasion de vendre le pont de Brooklyn à un premier ministre canadien.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Vu que le débat et les discussions sur Investissement Canada vont durer un certain temps, le premier ministre pourrait-il présenter des instances aux États-Unis de manière que le Président Reagan nous annonce en mars, lors de sa visite, comme le premier ministre a eu la bonté de le faire à New York l'autre jour, une réduction ou la suppression des obstacles imposés par la réglementation américaine?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais pourquoi mon ami est un peu énervé aujourd'hui. D'après une déclaration du chef de l'opposition diffusée tout à l'heure, les ministres libéraux qui se sont rendus coupables de dépenses excessives devraient être renvoyés et tenus responsables de leurs actes. Je comprends donc pourquoi mon ami est un peu perturbé aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Je ne suis pas perturbé. Je vous pose simplement une question.

M. Turner (Vancouver Quadra): Quand cette déclaration a-t-elle été faite?

M. Chrétien: Quand et où?

Une voix: Déposez le document.

M. le Président: Je sais que nous sommes mercredi; mais même si je ne l'avais pas su, je l'aurais vite compris. Le très honorable premier ministre voudrait-il bien terminer sa réponse?

M. Mulroney: Monsieur le Président, l'intervention du chef de l'opposition n'était pas conforme à la procédure. S'il désire me consulter sur ma grande expérience parlementaire, je me ferai un plaisir de le conseiller.

M. Turner (Vancouver Quadra): Quand cette déclaration a-t-elle été faite?

M. Mulroney: Elle a été faite ce matin par la Presse Canadienne. Comme le chef de l'opposition le sait, je crois tout...

M. Waddell: Règlement!

Des voix: Répondez à la question.

Questions orales

M. le Président: A l'ordre. Dans ces conditions, je pense que nous allons en rester là. La parole est au député d'Oshawa.

* * *

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

L'ACHAT DE PETROFINA PAR PETRO-CANADA—L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DU CABINET

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Lundi dernier, lorsque j'ai demandé au gouvernement s'il allait communiquer au vérificateur général certains documents du cabinet indispensables à son étude relative à l'achat de Petrofina par Petro-Canada, on m'a répondu par la négative. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a répondu exactement ceci:

... Le vérificateur général veut obtenir de moi ce que la loi ne m'autorise pas à lui accorder...

Le gouvernement a donc changé d'avis.

• (1425)

Je voudrais poser une question simple au premier ministre. Qu'est-ce qui était donc illégal la semaine dernière et qui ne l'est plus cette semaine, ou peut-il nous dire quelle loi il est en train d'enfreindre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le seul changement survenu depuis la semaine dernière, c'est que lorsque l'on a demandé au député de Burnaby, à l'émission «As It Happens», s'il était prêt à dévoiler le secret d'une conversation avec son chef, il a répondu «Non, c'est confidentiel». C'est la seule chose qui diffère cette semaine. Mon collègue doit admettre que nous avons toujours eu pour principe—et c'est un principe que j'ai défendu à la Chambre—que les conversations entre membres du cabinet...

M. Broadbent: Il ne s'agit pas là de conversations.

M. Mulroney: Je suis d'accord. Le vérificateur général a déclaré hier qu'il ne souhaite ni obtenir de renseignements politiques ni connaître la teneur des communications entre les membres du cabinet. Après avoir reçu cette garantie ou cet éclaircissement, je collabore désormais avec le vérificateur général pour lui fournir tous les renseignements dont il a besoin pour porter un jugement de valeur au nom des Canadiens. Son rapport d'hier, ainsi que l'analyse qu'il fait de nos prédécesseurs, est exemplaire à cet égard. Nous voulons qu'il poursuive ces analyses et nous lui fournirons tous les renseignements en notre possession.